

PATRIMOINE EN PERIL L'ESPOIR!

Quand un élément de notre patrimoine tombe, c'est un peu de notre histoire qui disparaît. Chacun de nous connaît, dans son quartier ou son village, des lieux qui lui sont familiers. Ils marquent notre espace de vie et constituent des éléments sécurisants pour notre subconscient. Tout individu a besoin de plonger ses racines dans le limon de l'histoire et de la mémoire collective. C'est ainsi que chaque peuple affirme son identité.

Le lobbain est fier de sa cité, de sa maison et attache une importance à l'image extérieure que celle-ci renvoie de ses habitants. Or, notre patrimoine architectural est en péril (voir le HPS n°23). Heureusement, nous avons face à ces points noirs, une lueur d'espoir qui est la Fondation Roi Baudouin.

Il est vrai que trop peu de Belges la connaissent bien. Il n'est donc pas superflu que je restitue en quelques lignes son rôle exact et la façon dont elle remplit sa mission.

Depuis 1980, la Fondation Roi Baudouin est active dans le domaine de la protection du patrimoine architectural. Grâce au soutien financier de la Loterie Nationale, elle a pu intensifier son activité, afin de mieux susciter l'intérêt du public et diversifier ses interventions en faveur de la restauration d'un plus grand nombre d'édifices en péril.

L'objectif du programme est double:

1. sensibiliser l'opinion aux menaces qui pèsent sur nos monuments.
2. contribuer concrètement à la préservation d'ensemble de valeur en prenant part à des chantiers de restauration exemplatifs.

QUELLE AIDE LA FONDATION PEUT-ELLE APPORTER AUX ASSOCIATIONS QUI LUTTENT POUR LA SAUVEGARDE D'UN MONUMENT EN PERIL?

- La Fondation peut intervenir de trois façons:

1) en finançant directement une partie du coût des travaux de restauration d'un immeuble menacé. Ce type d'intervention concerne essentiellement les édifices dont l'importance est unanimement reconnue et pour les quels une restauration revêt un caractère exemplatif.

Dans les travaux de restauration déjà subsidiés en partie par les Pouvoirs Publics, la Fondation prend généralement à sa charge un pourcentage de la part du propriétaire, mais elle intervient parfois pour des monuments non classés. Toutefois, sa participation ne peut dépasser la somme de 3.000.000FB annuellement par chantier. C'est la raison pour laquelle le Comité de gestion écarte les projets de trop grande envergure pour prendre en considération les restaurations où l'intervention de la Fondation est réellement déterminante.

Il est important de signaler que la Commission de sélection recherche a priori la diversité dans le choix de ses interventions, tant au niveau du type de monument retenu (il n'y a pas que des églises et des châteaux à restaurer), qu'au niveau de la localisation du chantier (pour veiller à une répartition géographique équilibrée des projets à travers le pays) Les projets peuvent bénéficier du soutien technique des architectes de la Fondation.

Notons que la participation de la Fondation à un projet de restauration fait l'objet d'une convention détaillée fixant les modalités précises de l'intervention, notamment en ce qui concerne les questions juridiques qui y sont liées.

L'aboutissement d'un projet, lié à l'intervention et à l'approbation d'un grand nombre de tiers, réclame en général plusieurs années.

Précisons enfin que les moyens financiers dont dispose la Fondation ne permettent pas à son Programme Patrimoine Architectural de soutenir plus de deux ou trois nouveaux chantiers par région.

Il y a donc beaucoup de demandes auxquelles il n'est pas possible de donner suite, en tout cas avant un certain délai. Signalons également que tous les fonds sont engagés jusque fin 1994.

2) La Fondation peut intervenir en soutenant, par une campagne de collecte de fonds, le mécénat en faveur d'un projet de restauration précis, plus limité dans son ampleur. Insistons sur le fait que les moyens rassemblés au terme d'une campagne de collecte de fonds sont à considérer comme un apport financier secondaire dans un projet de restauration. Il est nécessaire, dans tous les cas, de prévenir d'autres filières de financement avant de lancer les travaux.

Les associations exercent un rôle particulièrement important dans la lutte pour la sauvegarde des monuments en péril. Ce sont elles qui, par leur enthousiasme et leur ténacité, ont déjà permis la remise en état et en activité d'un grand nombre d'édifices représentatifs de notre passé architectural. C'est pour soutenir ces associations que la Fondation Roi Baudouin a mis sur pied une structure destinée à encourager le mécénat en faveur de projets de restauration: le Fonds "Patrimoine Architectural". Par le biais de ce Fonds, la Fondation peut s'associer à un projet de restauration architecturale précis qu'elle épaula en intervenant à trois niveaux:

- elle propose son expertise lors de la définition et de la gestion du projet

- elle soutient une campagne de sensibilisation et participe à la collecte de fonds auprès du grand public
- elle reçoit les dons de tous ceux, entreprises ou particuliers, qui sont sensibles au projet, assure la gestion financière de l'opération et intervient matériellement en fonction des dons qu'elle reçoit et qui sont destinés par les donateurs au projet en question. Ces dons à la Fondation bénéficient de l'exonération fiscale (CIR, Art 71).

La Fondation ne peut intervenir, dans le cadre de ce Fonds, dans des entreprises globales de trop grande envergure. Une campagne de sensibilisation, collecte de fonds auprès du grand public ne porte réellement ses fruits que si elle concerne un projet précis limité dans son ampleur, son coût et sa durée. On recommande généralement que le projet présente un aspect clairement visible, susceptible de motiver les donateurs et d'individualiser la campagne de sensibilisation et la collecte de fonds dont il sera bénéficiaire. Tout accord établi entre l'Association et la Fondation Roi Baudouin dans le cadre du Fonds "Patrimoine Architectural" fait l'objet d'une convention, dont voici les grandes lignes:

La Fondation s'engage:

- à apporter un soutien moral, technique et scientifique à la campagne de sensibilisation du projet de restauration
- à soutenir financièrement l'Association en fonction des dons reçus pour le projet et à fournir à l'Association la liste de ceux-ci
- à remercier individuellement chaque donateur et à dresser une attestation donnant droit à l'exonération fiscale pour les dons de plus de 1000FB

L'Association s'engage:

- à fournir à la Fondation un rapport sur l'utilisation des fonds et les travaux de restauration
- à respecter l'avis des architectes de la Fondation et les conditions de la Commission des Monuments, Sites et Fouilles
- à faire parvenir à l'architecte de la Fondation copie de tous les documents relatifs à la restauration de l'édifice et à inviter ce dernier à toutes les réunions y afférent
- à annoncer officiellement le début de la campagne de collecte de fonds, notamment auprès des médias locaux
- à mentionner explicitement l'aide de la Fondation
- à offrir occasionnellement à celle-ci la possibilité d'occuper les locaux restaurés.

Pour qu'un projet de restauration précis aboutisse dans le temps et les limites financières fixés, pour que la campagne de sensibilisation touche le public visé, et que la collecte de fonds atteigne les résultats escomptés, l'expérience a montré qu'il était nécessaire de constituer au préalable une équipe d'intervention locale dynamique qui prenne à coeur l'élaboration de chaque étape du projet. C'est à cette équipe en effet de stimuler les partenaires concernés, d'établir les contacts à tous les niveaux (propriétaires, autorités, entreprises, particuliers, presse, ...) et surtout d'entretenir l'enthousiasme et l'intérêt. Elle constitue le partenaire privilégié de la Fondation.

Cette équipe de travail peut prendre la forme d'une A.S.B.L. pour bénéficier de la personnalité juridique et avec l'accord du CRAL, nous pourrions organiser une commission locale de protection du patrimoine architecturale puisque le CRAL a l'avantage - en plus de constituer une réserve d'éléments dynamiques - de s'allier la participation de personnalités (politiques, scientifiques, économiques, média ...)

dont la réputation contribuera à la réalisation des objectifs précités. Les démarches à accomplir sont à prévoir d'une durée de 1 à 3 ans; satisfaire aux conditions générales d'intervention; assurer la stabilité juridique et administrative de la structure d'encadrement locale (le CRAL); obtenir le visa de la Commission de sélection du Programme patrimoine de la Fondation, sur base du rapport de visite établi par un architecte mandaté par elle; élaborer un projet de restauration détaillé avec l'architecte attitré; présenter le dossier à la Commission Royale des Monuments, Sites et Fouilles, afin d'obtenir le feu vert de la Division des Monuments, Sites et Fouilles de la région concernée; préparer la campagne de sensibilisation et repérer les donateurs potentiels; signer la convention et lancer la campagne de collecte de fonds, débiter les travaux.

3) Par le biais de son concours biennal "Entreprendre pour sauvegarder" attribuer aux lauréats des moyens financiers destinés d'abord à l'établissement d'un dossier de restauration, et éventuellement aux travaux eux-mêmes.

En conclusion, la Fondation Roi Baudouin est un outil indispensable capable de relever les défis majeurs qui se posent à notre patrimoine architectural en péril et de décider de l'approche la plus efficace pour la mise en oeuvre grâce à l'analyse suivie de rapport, à l'organisation de colloques, de campagne de presse et de sensibilisation ainsi que le choix de projets exemplatifs sur le terrain avec comme associé et partenaire privilégié: le CRAL qui tend toujours d'y associer les citoyens et d'obtenir des effets multiplicateurs et de réaliser des partenariats grâce à cette nouvelle cellule d'assistance architecturale et de commission locale de protection du patrimoine.

Décembre 1992

Bernard Meurant